

Mis sous pression, les viticulteurs réclament davantage de soutien au Conseil fédéral

# Les vignerons dégustent

THIERRY JACOLET

**Crise** ► «C'est une couche supplémentaire de pression qui ne fait que s'ajouter aux nombreuses autres couches qui pèsent déjà sur la branche et qui va encore amplifier la crise qu'elle traverse. Dans ces accords commerciaux de libre-échange, la Suisse a mis à chaque fois la viticulture dans la corbeille de la mariée.» L'accord avec les pays du Mercosur signé le 2 juillet, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le verre de rouge. Et le vice-président de Vignoblesuisse, François Montet, a du mal à l'avaler.

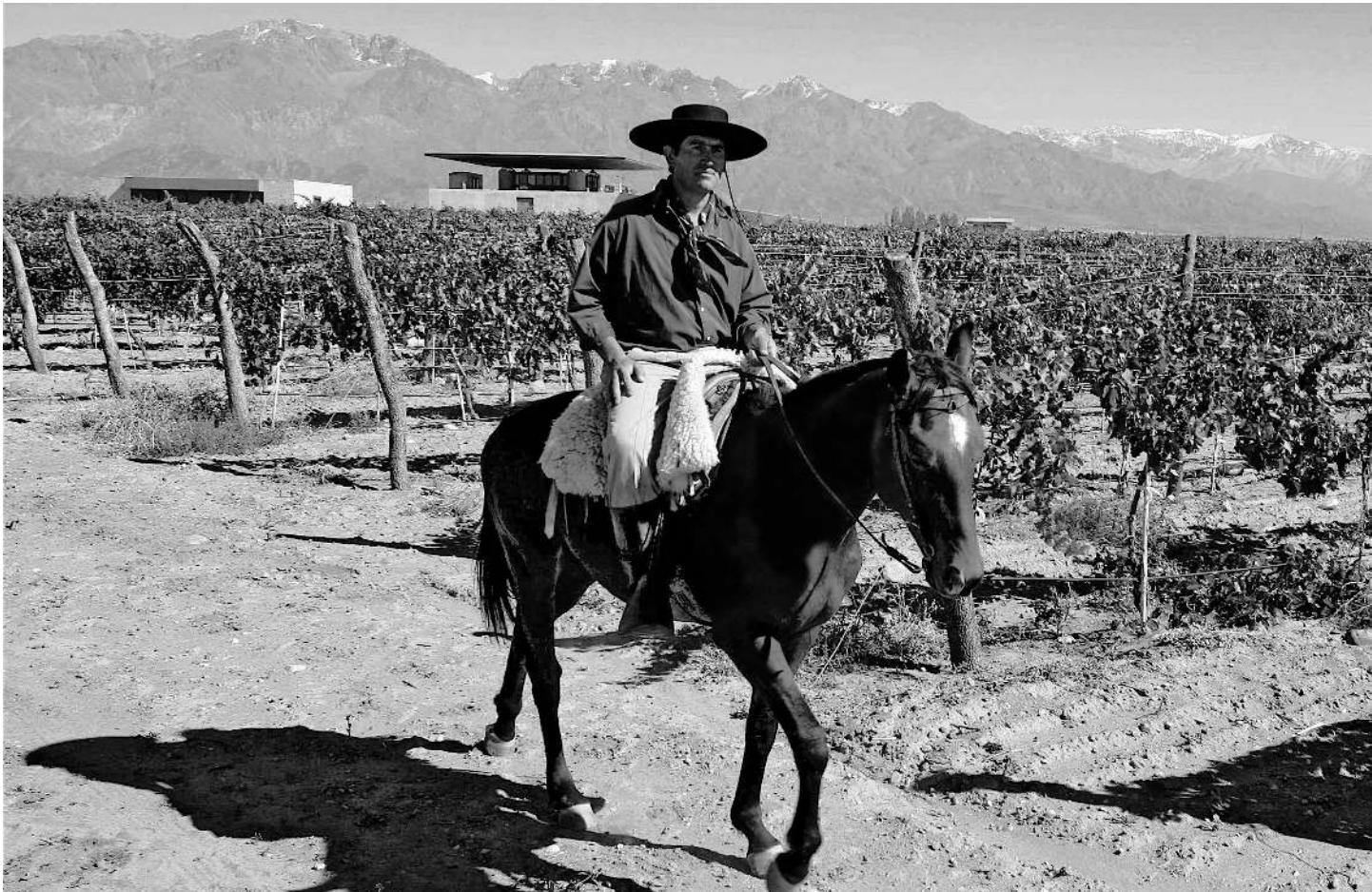
Cette libéralisation ouvre grand les portes de la Suisse aux vins argentins surtout, même si la quantité reste modeste. Elle se fera sur le dos des acteurs d'un secteur viticole déjà sinistré. «C'est l'accord de trop», s'exaspère Sébastien Badoux. «On a l'impression qu'on ne compte pas aux yeux de la Confédération. Elle nous sacrifie au nom du libre-échange.»

## «Vitrine pour le tourisme»

Le ras-le-bol de ce vigneron-encaveur à Chenaux, en Lavaux, fait écho à celui de nombreux autres viticulteurs du pays, inquiets pour leur avenir. Il a fini par réunir ses confrères autour d'une pétition, tout en adressant une lettre au Conseil fédéral il y a trois semaines.

«Nous demandons aux sept Sages de réagir pour redresser notre branche», insiste Sébastien Badoux. «Il faut limiter un minimum les importations et nous soutenir davantage pour que nous puissions vendre notre vin et en vivre décemment. Avec nous, c'est tout un paysage, toute une tradition qui peut continuer d'exister. Le vignoble, c'est une vitrine pour le tourisme suisse.»

Un appel de détresse d'une profession qui espère non seulement du soutien de la part des autorités fédérales, mais aussi du respect et de la reconnaissance. «Nous produisons localement des vins de qualité, en circuit court, avec une traçabilité irréprochable», ajoute-t-il. «Pendant ce temps, la Suisse importe massivement des vins étrangers sans la moindre garantie d'origine.» Guy Parme-



Ce gaucho inspecte les vignobles de La Consulta, à 130 km de Mendoza. Les vins argentins figurent parmi les bénéficiaires de l'accord signé le 2 juillet avec les pays du Mercosur. KESTONE

lin, ministre de l'Agriculture, a de la lecture pour l'été puisqu'un autre courrier désespéré lui a été adressé par l'Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants, fin juin.

## La consommation chute

Les vignerons souffrent toujours plus de la concurrence étrangère. Surtout les vins français, italiens et espagnols, qui entrent sans droits de douane et à des prix imbattables sur le marché helvétique. En valeur absolue, la Suisse se situait en 2023-2024 entre la 8<sup>e</sup> et la 9<sup>e</sup> place du classement des plus gros importateurs de vin au niveau mondial, en termes de valeurs. Et la hausse des tarifs douaniers décidés par Donald Trump va pousser les exportateurs à se rabattre davantage sur ce marché.

Non seulement produits à moindres coûts, les crus européens peuvent aussi compter sur les subventions de leur gouvernement pour muscler leur compétitivité. «Les pays européens

ont des moyens énormes pour investir la place suisse avec un marketing et un soutien à l'exportation que nous n'avons pas», déplore François Montet.

Même combat inégal au niveau de la consommation. Les vins rouges suisses perdent du terrain sur leurs rivaux étrangers: les ventes ont chuté de 20,7% en 2024 pour atteindre 37,7 millions de litres, alors que les vins étrangers ont pu limiter la casse à -3,7% avec 100,4 millions de litres écoutés. Les vins suisses détenaient l'an dernier 35,5% des parts de marché: ils sont dominés à domicile.

«Nous visons les 40%, d'autant que cette année s'annonce comme un bon millésime», souligne Yann Huguelit, président de l'Interprofession de la vigne et du vin de Neuchâtel (IVN). «L'année 2024 a été difficile à cause de la pluie tout l'été.» Elle a fait chuter la production à 75 millions de litres, la deuxième pire récolte des 50 dernières années.

Malgré cet effondrement de la production, les stocks de vin n'en finissent pas de gonfler. «Nous avons du mal à écouter nos vins», reconnaît Sébastien Badoux.

«Toutes les régions viticoles suisses sont touchées. Les marchands refusent encore d'acheter les vins de 2023-2024.» Certains négociants ont drastiquement réduit leurs commandes auprès des vignerons vaudois, aggravant la crise. Résultat: à deux mois des prochaines vendanges, beaucoup de caves n'ont aucune visibilité. «Je n'ai aucune garantie de pouvoir livrer toute ma récolte», s'inquiète-t-il.

## Manque de liquidités

Des caves pleines mais à sec... financièrement. «La récolte 2023-2024 dort encore en cuve, faute de liquidités pour payer la mise en bouteille, les bouchons, les capsules...» soupire Sébastien Badoux. François Montet possède 2 hectares d'encavage et de vente directe à Blonay. Il vient à peine de finir d'encaisser la récolte de 2023 pour le raisin livré

en coopérative. Et il a touché il y a seulement un mois la première partie pour celle de 2024: 15 000 francs.

«Le problème, c'est que dans deux mois, je vendange et j'aurai besoin de liquidités pour payer les frais de vendange, qui peuvent aller jusqu'à 40-50 centimes par kilo avec la main-d'œuvre», explique-t-il. Et la situation ne va pas s'améliorer en cette année 2025 pourtant prometteuse sur le papier: François Montet, comme d'autres fournisseurs, a reçu un courrier de la part de Schenk, un de ses acheteurs de raisin, l'informant qu'il allait déclasser une partie des vins en vin de table et ne pas prendre toute la récolte en AOC. «Cette part en vin de table permettra juste de payer les frais de vendanges», se désole-t-il. Aux producteurs de se débrouiller pour liquider les invendus en vrac, c'est-à-dire le vin fini souvent en cuve ou en tonneaux pour la grande distribution et le négoce, à des prix cassés.